

Annexe 3

Het Facilitair Bedrijf (L'Agence de Gestion des Infrastructures)

3.1. Transfert du membre du personnel statutaire du Département de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et des Médias, visé à l'article 4

| nom | prénom | rang | grade | échelle de traitement |
|------------|--------|------|---------------|-----------------------|
| De Vriendt | An | C1 | Collaborateur | C113 |

3.2. Transfert du membre du personnel contractuel du Département de la Chancellerie et de la Gouvernance publique visé à l'article 5

| nom | prénom | rang | grade | échelle de traitement |
|-----------|--------|------|---------------|-----------------------|
| Elkassimi | Nabila | C1 | Collaborateur | C111 |

Vu pour être joint à l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juin 2016 portant transfert de membres du personnel au sein des services de l'Autorité flamande suite à la rationalisation des fonctions d'aide à la gestion et la création de trois centres de services communs.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

G. BOURGEOIS

La Ministre flamande de l'Enseignement,

H. CREVITS

Le Ministre flamand du Budget, des Finances et de l'Energie,

B. TOMMELEIN

La Ministre flamande de l'Administration intérieure, de l'Intégration civique, du Logement, de l'Égalité des Chances et de la Lutte contre la Pauvreté,

L. HOMANS

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande de Bruxelles, du Tourisme et du Bien-Être des Animaux,

B. WEYTS

Le Ministre flamand de l'Emploi, de l'Economie, de l'Innovation et des Sports,

Ph. MUYTERS

Le Ministre flamand de la Culture, des Médias, de la Jeunesse et des Affaires bruxelloises,

S. GATZ

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C – 2016/29498]

21 SEPTEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret réglant, pour la Communauté française, les allocations d'études, coordonné le 7 novembre 1983, ses articles 1^{er}, § 5, 4, 7 et 8, tels que modifiés par le décret du 8 mai 2003;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 avril 1993 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 avril 2005 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études supérieures ainsi que les conditions de leur octroi;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 avril 2005 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études secondaires ainsi que les conditions de leur octroi;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 2008 portant diverses mesures en matière d'allocations d'études;

Vu l'avis du Conseil supérieur des allocations d'études, donné le 15 juin 2016;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 juin 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 juillet 2016;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire du 19 juillet 2016 organisée conformément à l'article 33 du décret du 21 septembre 2012 relatif à la participation et la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur;

Vu l'avis n° 59.808/2/V du Conseil d'Etat, donné le 24 août 2016 en application de l'article 84, § 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées du 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application du décret du 7 novembre 1983 réglant, pour la Communauté française, les allocations d'études, est considéré comme peu aisé le candidat dont l'ensemble des ressources annuelles du ménage auquel il appartient ne dépasse pas les maxima indiqués à l'article 2.

La composition de ménage prise en compte est celle fixée au 1^{er} juillet de l'année scolaire ou académique concernée. Les personnes à charge à prendre en considération sont celles reprises sur le dernier avertissement-extrait de rôle disponible délivré par l'Administration des Contributions directes.

Sont pris en compte les revenus de toutes les personnes qui figurent sur la même composition de ménage, à l'exception des revenus des personnes qui poursuivent des études supérieures de plein exercice.

Les ressources visées à l'alinéa 1^{er} sont :

1° les revenus nets imposables globalement, majorés des revenus imposables distinctement, de l'ensemble des membres repris sur la composition de ménage;

2° les revenus de remplacement perçus par les membres repris sur la composition de ménage;

3° les revenus issus de rentes alimentaires perçus par les membres repris sur la composition de ménage. Ne sont pas visées les rentes alimentaires figurant déjà dans l'avertissement-extrait de rôle;

4° les revenus issus d'une organisation internationale exonérés d'impôts perçus par les membres repris sur la composition de ménage.

Les revenus non imposés en Belgique sont pris en considération et établis par toutes voies de droit.

Lorsque les personnes qui pourvoient à l'entretien du candidat en sont fiscalement proportionnellement responsables, les ressources des ménages auxquels il appartient sont prises en compte dans cette même proportion.

§ 2. Toutefois, lorsque le candidat déclare sur l'honneur pourvoir seul à son entretien, il n'est tenu compte que de ses revenus propres. Toute allocation d'études indûment payée donnera lieu à recouvrement, conformément aux articles 10 à 13 du décret coordonné le 7 novembre 1983.

Art. 2. L'ensemble des ressources visées à l'article 1^{er} ne peut dépasser les maxima indiqués ci-après :

1° pour les 1e, 2e, 3e, 4e, 5e, 6e et 7e années de l'enseignement secondaire et les années préparatoires à l'enseignement supérieur :

- 19.030,12 EUROS lorsque le candidat pourvoit seul à son entretien;

- 25.374,56 EUROS, lorsqu'il y a une personne à charge;

- 31.320,26 EUROS, lorsqu'il y a deux personnes à charge;

- 36.870,43 EUROS, lorsqu'il y a trois personnes à charge;

- 42.025,11 EUROS, lorsqu'il y a quatre personnes à charge, ce montant augmentant d'une somme de 5.154,68 EUROS pour chaque personne supplémentaire à charge, à partir de et au-delà de la cinquième.

2° pour les autres niveaux d'études visés à l'article 1^{er} du décret du 7 novembre 1983 réglant, pour la Communauté française, les allocations d'études, y compris l'enseignement professionnel secondaire complémentaire :

- 21.030,65 EUROS, lorsque le candidat pourvoit seul à son entretien;

- 27.500,38 EUROS, lorsqu'il y a une personne à charge;

- 33.567,99 EUROS, lorsqu'il y a deux personnes à charge;

- 39.226,94 EUROS, lorsqu'il y a trois personnes à charge;

- 44.483,78 EUROS, lorsqu'il y a quatre personnes à charge, ce montant augmentant d'une somme de 5.256,84 EUROS pour chaque personne supplémentaire à charge, à partir de et au-delà de la cinquième.

Art. 3. § 1^{er}. Lorsque les ressources visées à l'article 2 ne sont pas dépassées, les montants maxima des allocations sont les suivants :

1° pour toutes les années de l'enseignement secondaire et les années préparatoires à l'enseignement supérieur :

a) 437,33 EUROS, pour les élèves externes;

b) 1.131,74 EUROS, pour les élèves internes;

2°) Pour l'enseignement professionnel secondaire complémentaire :

a) 1.248,60 EUROS, pour les étudiants externes donnant lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;

b) 1.665,86 EUROS, pour les étudiants externes ne donnant pas lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;

c) 2.914,51 EUROS, pour les étudiants internes ou locataires d'un logement d'étudiant donnant lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;

d) 3.331,80 EUROS, pour les étudiants internes ou locataires d'un logement d'étudiant ne donnant pas lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;

3° pour l'enseignement supérieur :

a) 2.116,61 EUROS, pour les étudiants externes donnant lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;

b) 2.650,76 EUROS, pour les étudiants externes ne donnant pas lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;

c) 3.852,60 EUROS, pour les étudiants internes ou locataires d'un logement d'étudiant donnant lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;

d) 4.370,07 EUROS, pour les étudiants internes ou locataires d'un logement d'étudiant ne donnant pas lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins.

§ 2. Le logement d'étudiant visé aux points 2° et 3° du paragraphe précédent doit être pris en location pour une durée minimale de 3 mois consécutifs durant l'année scolaire ou académique envisagée.

Il ne peut être donné en location par un parent ou allié de l'étudiant jusqu'au 3^{ème} degré.

L'adresse de ce logement doit être différente de celle de la résidence légale de l'étudiant.

Art. 4. § 1^{er}. Lorsque l'ensemble des ressources constitue un montant intermédiaire entre celui du plafond fixé à l'article 2 et celui du plancher fixé à l'article 4, § 2, le montant de l'allocation est fixé en affectant le montant maximum, correspondant à la situation du candidat, d'un coefficient K obtenu en divisant le montant du plancher par les revenus de référence; le coefficient K est arrondi à la 2^e décimale.

§ 2. Les montants planchers sont les suivants :

- 3.927,49 EUROS, lorsque le candidat pourvoit seul à son entretien;
- 5.234,25 EUROS, lorsqu'il y a une personne à charge;
- 6.355,90 EUROS, lorsqu'il y a deux personnes à charge;
- 7.477,55 EUROS, lorsqu'il y a trois personnes à charge;
- 8.599,20 EUROS, lorsqu'il y a quatre personnes à charge, ce montant augmentant d'une somme de 1.121,65 EUROS pour chaque personne supplémentaire à charge, à partir de et au-delà de la cinquième.

§ 3. Lorsque l'ensemble des ressources est inférieur aux montants suivants :

- le montant minimum imposable prévu à l'impôt des personnes physiques, lorsque le candidat pourvoit seul à son entretien;

- le montant minimum imposable augmenté d'une somme de 2.437 EUROS lorsqu'il y a une personne à charge;
- le montant minimum imposable augmenté d'une somme de 4.535 EUROS lorsqu'il y a deux personnes à charge;
- le montant minimum imposable augmenté d'une somme de 6.633 EUROS lorsqu'il y a trois personnes à charge;
- ce dernier montant augmentant d'une somme de 2.096 EUROS pour chaque personne supplémentaire à charge, au-delà de la troisième personne,

il est attribué une allocation spéciale en lieu et place de l'allocation visée au § 1^{er}, s'élevant à :

- 568 EUROS, pour les élèves externes de l'enseignement secondaire et les élèves suivant les années préparatoires à l'enseignement supérieur, quelle que soit l'année d'études poursuivie;

- 1.516 EUROS, pour les élèves internes de l'enseignement secondaire et les élèves suivant les années préparatoires à l'enseignement supérieur, quelle que soit l'année d'études poursuivie;

- 1.893 EUROS, pour les élèves externes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire donnant lieu au paiement des allocations familiales ou d'orphelins;

- 2.270 EUROS, pour les élèves externes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire ne donnant pas lieu au paiement de ces allocations;

- 3.405 EUROS, pour les élèves de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire donnant lieu au paiement des allocations familiales ou d'orphelins, internes ou locataires d'un logement d'étudiant tel que visé à l'article 3, § 2;

- 3.782 EUROS, pour les élèves de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire ne donnant pas lieu au paiement de ces allocations internes ou locataires d'un logement d'étudiant tel que visé à l'article 3, § 2;

- 2.821 EUROS, pour les étudiants externes de l'enseignement supérieur donnant lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;

- 3.165 EUROS, pour les étudiants externes de l'enseignement supérieur ne donnant pas lieu au paiement de ces allocations;

- 4.540 EUROS, pour les étudiants de l'enseignement supérieur donnant lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins, internes ou locataires d'un logement d'étudiant tel que visé à l'article 3, § 2;

- 4.917 EUROS, pour les étudiants de l'enseignement supérieur ne donnant pas lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins, internes ou locataires d'un logement d'étudiant tel que visé à l'article 3, § 2.

§ 4. Lorsque l'ensemble des ressources est inférieur à la moitié des montants fixés au § 3, il n'est accordé aucune allocation.

Art. 5. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 1^{er}, le candidat n'a pas droit à une allocation d'études lorsque le candidat, ou la personne ou les personnes qui pourvoit(ent) à son entretien ou dont il est à charge, est(sont) propriétaire(s) de biens immobiliers, situés en Belgique ou à l'étranger, autres que :

1° une maison d'habitation occupée personnellement par le candidat, ou la personne ou les personnes qui pourvoit(ent) à son entretien ou dont il est à charge ou une habitation non occupée personnellement pour des raisons professionnelles ou sociales;

2° des biens immeubles utilisés à des fins professionnelles (immeubles bâtis, immeubles non bâtis, bâtiments, matériel et outillage, terrains y compris les terrains agricoles que le propriétaire affecte à des fins professionnelles) par le candidat, ou la personne ou les personnes qui pourvoit(ent) à son entretien ou dont il est à charge;

3° des bâtiments non donnés en location ou donnés en location soit à des personnes physiques qui ne les affectent pas à l'exercice de leur profession, soit à des personnes morales autres que des sociétés en vue de les mettre à disposition de personnes physiques à des fins d'habitation;

4° des biens immeubles (bâtis ou non bâtis) donnés en location conformément à la législation sur le bail à ferme;

5° des terrains donnés en location hors législation sur le bail à ferme;

6° des biens immeubles donnés en location à une personne physique ou à une société ou association qui les affecte à des fins professionnelles.

§ 2. Par dérogation à l'article 1^{er}, le candidat n'a pas le droit à une allocation d'études lorsque le candidat, ou la personne ou les personnes qui pourvoit(en)t à son entretien ou dont il est à charge, est (sont) propriétaire(s) de biens immobiliers, visés au § 1^{er}, 3° et 6°, dont les revenus cadastraux et loyers bruts cumulés sont supérieurs à 940,90 EUROS.

Art. 6. Il est accordé aux étudiants externes de l'enseignement supérieur habitant à plus de 20 kilomètres de l'établissement d'enseignement fréquenté un complément d'allocation d'études fixé de manière forfaitaire à 120 EUROS. Ce montant est majoré de 50 EUROS pour l'étudiant apportant la preuve qu'il dispose d'un abonnement de la société nationale des chemins de fer belges (SNCB) pour les trajets à destination de la gare desservant l'établissement d'enseignement au sein duquel il est inscrit.

Art. 7. Pour le calcul des allocations d'études supérieures, le nombre de personnes à charge est majoré d'autant d'unités qu'il comprend d'étudiants régulièrement inscrits dans l'enseignement supérieur de plein exercice, pour l'année académique envisagée, hormis le candidat.

Art. 8. Hormis dans les cas relevant de l'application de l'article 9, l'ensemble des ressources mentionnés à l'article 1^{er} sont ceux de la pénultième année civile précédant l'année scolaire ou académique envisagée.

Si ce revenu n'est pas connu à l'expiration du délai fixé pour l'introduction des demandes, il est tenu compte de ceux de l'antépénultième année précédant l'année scolaire ou académique envisagée.

Art. 9. § 1^{er}. Si le candidat affirme pourvoir seul à son entretien, l'ensemble de ses ressources peut être limité à ses revenus propres, s'il a disposé ou dispose de revenus professionnels et/ou de remplacement pendant l'année civile précédant l'année de la demande ainsi que pendant l'année civile même de la demande.

La moyenne des revenus ainsi perçus ne peut être inférieure à la moyenne des minima imposables prévus à l'impôt des personnes physiques, relatifs aux deux années de référence.

Le montant de l'allocation du candidat qui pourvoit seul à son entretien est fixé selon le mode de calcul visé à l'article 4, § 1^{er}.

§ 2. L'époux (se) ou le (la) cohabitant(e) légal(e) ou de fait peut être considéré(e) comme la personne pourvoyant à l'entretien du candidat, pour autant que le mariage ait été contracté ou que la cohabitation légale ait été déclarée avant le 1^{er} novembre de l'année scolaire ou académique envisagée.

L'ensemble des ressources de référence peut être limité à ses revenus propres, s'il (elle) a disposé ou dispose de revenus professionnels et/ou de remplacement pendant l'année civile précédant l'année de la demande ainsi que pendant l'année civile même de la demande.

La moyenne des revenus ainsi perçus ne peut être inférieure à la moyenne des minima imposables prévus à l'impôt des personnes physiques, relatifs aux deux années de référence.

§ 3. Il faut entendre par revenus professionnels et/ou de remplacement le montant des revenus professionnels, après déduction des dépenses ou charges professionnelles, des pertes professionnelles, des dépenses et abattements visés par le Code des impôts sur les revenus.

Art. 10. Par dérogation aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté, il peut être tenu compte, dans l'intérêt du candidat, des éléments suivants :

1° lorsque la composition de ménage prise en compte à la date du 1^{er} juillet a été modifiée entre cette date et la demande d'allocations d'études;

2° lorsque le revenu est diminué par suite de la séparation de corps ou du divorce - à condition que ce dernier ne soit pas précédé d'une séparation fiscale - de la (ou des) personne(s) qui a (ont) la charge de l'entretien du candidat ou y pourvoit(en)t, et dès lors que ces situations sont officialisées par un acte juridique et qu'elles se soient produites au plus tard au 1^{er} mars de l'année scolaire ou académique envisagée;

3° lorsque le revenu est diminué par suite de séparation de fait avec résidences séparées ou de cessation de cohabitation légale de la (ou des) personne(s) qui a (ont) la charge de l'entretien du candidat ou y pourvoit(en)t, dès lors que ces situations se sont produites au plus tard au 1^{er} mars de l'année scolaire ou académique envisagée;

4° lorsque le revenu est diminué par suite du décès de la (ou des) personne(s) qui a (ont) la charge de l'entretien du candidat ou y pourvoit(en)t, dès lors que cette situation s'est produite au plus tard au 1^{er} mars de l'année scolaire ou académique envisagée;

5° lorsque le revenu est diminué par suite de la mise à la pension ou de la prépension de la (ou des) personne(s) qui a (ont) la charge de l'entretien du candidat ou y pourvoit(en)t, dès lors que cette situation s'est produite pendant l'année civile précédant celle au cours de laquelle débute l'année scolaire ou académique envisagée et ultérieurement, mais au plus tard au 1^{er} mars de l'année d'études poursuivie;

6° lorsque le revenu est diminué à la suite de la perte de l'emploi principal exercé pendant au moins une année civile au 1^{er} janvier qui précède l'année scolaire ou académique envisagée sans qu'aucune indemnité soit allouée ou de la cessation de toute activité lucrative y compris la faillite, dès lors que cette situation s'est produite pendant l'année civile précédant celle au cours de laquelle débute l'année scolaire ou académique envisagée et ultérieurement, mais au plus tard au 1^{er} mars de l'année d'études poursuivie;

7° lorsque le revenu est diminué à la suite d'une période de chômage ou de maladie pendant laquelle une indemnité de chômage ou une indemnité accordée par l'assurance maladie a été octroyée ou encore lorsque le revenu est diminué pour les agents des services publics suite à une mise en disponibilité soit pour cause de maladie, soit pour convenance personnelle précédant la pension de retraite, l'ensemble des ressources de l'année civile même de la demande servira de référence pour la fixation de l'allocation.

Pour chaque modification de situation, le candidat en informe l'administration et est tenu d'apporter les preuves nécessaires.

Toutefois, en cas de maladie ou de chômage, il ne peut être tenu compte de cette disposition qu'aux conditions suivantes :

1° lorsque deux personnes pourvoient à l'entretien du candidat et disposent toutes deux de revenus professionnels, chacune d'entre elles doit avoir connu une période de maladie ou de chômage de 30 jours consécutifs;

2° lorsqu'une seule des deux personnes qui pourvoient à l'entretien du candidat dispose de revenus professionnels, la période de chômage ou de maladie devra être de 40 jours consécutifs ou de 90 jours;

3° lorsqu'une seule personne pourvoit à l'entretien du candidat, la période de chômage ou de maladie devra être de 40 jours consécutifs ou de 90 jours.

Les situations reprises aux points 1°, 2° et 3° de l'alinéa 3 ne peuvent être prises en considération qu'au cas où elles se sont produites pendant l'année civile précédant celle au cours de laquelle débute l'année scolaire ou académique envisagée et ultérieurement, mais au plus tard au 1^{er} mars de l'année d'études poursuivie.

Art. 11. § 1^{er}. Le montant de l'ensemble des ressources est constaté par des états établis par l'administration des contributions directes ou par tout organisme compétent et habilité pour délivrer de tels revenus.

§ 2. L'allocation accordée en application de l'article 10 est attribuée sous la forme d'un montant forfaitaire qui s'élève à :

- 124 EUROS, pour les élèves externes de l'enseignement secondaire;
- 297 EUROS, pour les élèves internes de l'enseignement secondaire;
- 496 EUROS, pour les élèves externes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire;
- 868 EUROS, pour les élèves internes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire;

- 694 EUROS, pour les étudiants externes de l'enseignement supérieur;
- 1.239 EUROS, pour les étudiants internes de l'enseignement supérieur.

En outre, lorsque le revenu est constitué du revenu d'intégration sociale, au taux isolé ou chef de ménage ou aide sociale équivalente au revenu d'intégration sociale accordé par un centre public d'aide sociale au plus tard au 15 octobre de l'année scolaire ou académique envisagée, il est attribué un montant forfaitaire qui s'élève à :

- 200 EUROS, pour les élèves externes de l'enseignement secondaire;
- 500 EUROS, pour les élèves internes de l'enseignement secondaire;
- 1.000 EUROS, pour les étudiants externes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire et de l'enseignement supérieur;
- 2.000 EUROS, pour les étudiants internes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire et de l'enseignement supérieur.

§ 3. Sauf en cas de décès, de divorce ou de séparation, aucune allocation forfaitaire telle que visée au présent article n'est octroyée lorsque l'ensemble des ressources du ménage pour l'année civile visée à l'article 8 du présent arrêté sont supérieurs à 150 p.c. du plafond admissible fixé à l'article 2.

Art. 12. Lorsque le montant d'une allocation calculé sur base du présent arrêté est constitué d'une fraction d'unité, il est arrondi à l'unité d'euro supérieure lorsqu'il est égal ou supérieur à 5 dixièmes et à l'unité d'euro inférieure dans les autres cas.

Art. 13. Les allocations et montants forfaitaires accordés sur base du présent arrêté sont versés sur le compte bancaire du représentant légal pour les bénéficiaires n'ayant pas atteint la majorité au 31 octobre de l'année scolaire ou académique envisagée.

Art. 14. L'ensemble des montants visés dans le présent arrêté, sont indexés annuellement, dès l'année 2017, en fonction de l'indice santé du mois de mai de l'année concernée sur base de l'indice santé du mois de mai 2016.

Art. 15. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 avril 1993 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 2008 portant diverses mesures en matière d'allocations d'études sont abrogés.

Art. 16. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2016.

Art. 17. Le Ministre ayant les allocations d'études dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 21 septembre 2016.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2016/29498]

21 SEPTEMBER 2016. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de minvermogensgrens van de kandidaten voor een studietoelage en van de criteria voor de bepaling van de bedragen van de studietoelagen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet tot regeling, voor de Franse Gemeenschap, van de toekenning van de studietoelagen, gecoördineerd op 7 november 1983, inzonderheid op de artikelen 1, § 5, 4, 7 en 8, zoals gewijzigd bij het decreet van 8 mei 2003;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 april 1993 houdende vaststelling van de minvermogensgrens van de kandidaten voor een studietoelage en van de criteria voor de bepaling van de bedragen van de studietoelagen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 april 2005 tot vaststelling van de wijze waarop de aanvragen voor studietoelagen voor het hoger onderwijs moeten worden ingediend en van de voorwaarden voor de toekenning van die toelagen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 april 2005 tot vaststelling van de wijze waarop de aanvragen voor studietoelagen voor het secundair onderwijs moeten worden ingediend en van de voorwaarden voor de toekenning van die toelagen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 2008 houdende diverse maatregelen inzake studietoelagen;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor studietoelagen, gegeven op 15 juni 2016;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 juni 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 8 juli 2016;

Gelet op het overleg met de representatieve studentenverenigingen erkend op gemeenschapsniveau van 19 juli 2016, georganiseerd overeenkomstig artikel 33 van het decreet van 21 september 2012 betreffende de deelneming en de vertegenwoordiging van studenten in het hoger onderwijs;

Gelet op het advies nr. 59.808/2/V van de Raad van State, gegeven op 24 augustus 2016 overeenkomstig artikel 84, § 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van het decreet van 7 november 1983 tot regeling, voor de Franse Gemeenschap, van de toekenning van de studietoelagen wordt als minvermogend beschouwd, de kandidaat wiens gehele jaarlijkse inkomsten van het gezin waartoe hij/zij behoort, de maximumbedragen bedoeld in artikel 2 niet overschrijden.

De samenstelling van het gezin die in aanmerking wordt genomen, is deze die op 1 juli van het betrokken school- of academiejaar vastgesteld wordt. De personen ten laste die in aanmerking moeten worden genomen, zijn de personen die opgenomen worden in het laatste beschikbare aanslagbiljet uitgereikt door de Administratie der directe belastingen.

Worden in aanmerking genomen de inkomsten van alle personen die opgenomen worden in dezelfde samenstelling van het gezin, met uitzondering van de inkomsten van personen die studies in het hoger onderwijs met volledig leerplan volgen.

De inkomsten bedoeld in het eerste lid zijn :

1° de gezamenlijk belastbare netto-inkomsten, vermeerderd met de afzonderlijk belastbare inkomsten, van het geheel van de leden opgenomen in de samenstelling van het gezin;

2° de vervangingsinkomsten ontvangen door de leden opgenomen in de samenstelling van het gezin;

3° de onderhoudsbijdragen geïnd door de leden opgenomen in de samenstelling van het gezin. Worden niet bedoeld de onderhoudsbijdragen die al op het aanslagbiljet vermeld worden;

4° de inkomsten van een internationale organisatie vrijgesteld van belasting ontvangen door de leden opgenomen in de samenstelling van het gezin.

De inkomsten die niet in België worden belast, worden in aanmerking genomen en vastgesteld door alle wettelijke middelen.

Wanneer de personen die voor het onderhoud van de kandidaat instaan, fiscaal verhoudingsgewijs voor hem verantwoordelijk zijn, worden de inkomsten van het gezin waartoe hij/zij behoort, in dezelfde verhouding in aanmerking genomen.

§ 2. Nchtans, wanneer de kandidaat op zijn/haar erewoord verklaart dat hij/zij alleen voor zijn/haar onderhoud instaat, worden slechts zijn/haar eigen inkomsten in aanmerking genomen. Elke studietoelage die ten onrechte betaald wordt, zal aanleiding geven tot een terugvordering overeenkomstig de artikelen 10 tot 13 van het gecoördineerde decreet van 7 november 1983.

Art. 2. Het geheel van de inkomsten bedoeld in artikel 1 mag de hierna vermelde maximumbedragen niet overschrijden :

1° voor het 1e, 2e, 3e, 4e, 5e, 6e en 7e jaar van het secundair onderwijs en de jaren die tot het hoger onderwijs voorbereiden :

- 19.030,12 EURO, indien de kandidaat alleen voor zijn onderhoud instaat;

- 25.374,56 EURO, indien er één persoon ten laste is;

- 31.320,26 EURO, indien er twee personen ten laste zijn;

- 36.870,43 EURO, indien er drie personen ten laste zijn;

- 42.025,11 EURO, indien er vier personen ten laste zijn, waarbij dit bedrag met een som van 5.154,68 EURO verhoogd wordt voor elke bijkomende persoon ten laste, vanaf en boven de vijfde.

2° voor de andere studieniveaus bedoeld in artikel 1 van het decreet van 7 november 1983 tot regeling, voor de Franse Gemeenschap, van de toekenning van de studietoelagen, met inbegrip van het aanvullend secundair beroepsonderwijs :

- 21.030,65 EURO, indien de kandidaat alleen voor zijn onderhoud instaat;

- 27.500,38 EURO, indien er één persoon ten laste is;

- 33.567,99 EURO, indien er twee personen ten laste zijn;

- 39.226,94 EURO, indien er drie personen ten laste zijn;

- 44.483,78 EURO, indien er vier personen ten laste zijn, waarbij dit bedrag met een som van 5.256,84 EURO verhoogd wordt voor elke bijkomende persoon ten laste, vanaf en boven de vijfde.

Art. 3. § 1. Wanneer de inkomsten bedoeld in artikel 2 niet overschreden worden, zijn de maximumbedragen van de toelagen de volgende :

1° voor alle jaren van het secundair onderwijs en de jaren die tot het hoger onderwijs voorbereiden :

a) 437,33 EURO, voor de externe studenten;

b) 1.131,74 EURO, voor de interne studenten;

2°) Voor het aanvullend secundair beroepsonderwijs :

a) 1.248,60 EURO, voor de externe studenten voor wie een kinderbijslag of een wezenuitkering uitbetaald wordt;

b) 1.665,86 EURO, voor de externe studenten voor wie geen kinderbijslag of wezenuitkering uitbetaald wordt;

c) 2.914,51 EURO, voor de interne studenten of studenten die huurders zijn van een studentenverblijf, voor wie een kinderbijslag of een wezenuitkering uitbetaald wordt;

d) 3.331,80 EURO, voor de interne studenten of studenten die huurders zijn van een studentenverblijf, voor wie geen kinderbijslag of wezenuitkering uitbetaald wordt;

3° voor het hoger onderwijs :

a) 2.116,61 EURO, voor de externe studenten voor wie een kinderbijslag of een wezenuitkering uitbetaald wordt;

b) 2.650,76 EURO, voor de externe studenten voor wie geen kinderbijslag of wezenuitkering uitbetaald wordt;

c) 3.852,60 EURO, voor de interne studenten of studenten die huurders zijn van een studentenverblijf, voor wie een kinderbijslag of een wezenuitkering uitbetaald wordt;

d) 4.370,07 EURO, voor de interne studenten of studenten die huurders zijn van een studentenverblijf, voor wie geen kinderbijslag of wezenuitkering uitbetaald wordt.

§ 2. Het studentenverblijf bedoeld in de punten 2° en 3° van de vorige paragraaf moet gehuurd worden voor een minimale duur van 3 opeenvolgende maanden tijdens het school- of academiejaar.

Het mag niet verhuurd worden door een bloed- of aanverwant van de student tot in de derde graad.

Het adres van dit verblijf moet verschillen van dat van de wettelijke verblijfplaats van de student.

Art. 4. § 1. Indien het geheel van de inkomsten een tussenbedrag is dat gelegen is tussen het maximumbedrag bedoeld in artikel 2 en het minimumbedrag bedoeld in artikel 4, § 2, wordt het bedrag van de toelage vastgesteld door het maximumbedrag dat gebaseerd is op de toestand van de kandidaat, met een coëfficiënt K te voorzien die verkregen wordt door het minimumbedrag te delen door de referentie-inkomsten; de coëfficiënt K wordt op de 2^{de} decimaal afgerond.

§ 2. De minimumbedragen zijn de volgende :

- 3.927,49 EURO, indien de kandidaat alleen voor zijn/haar onderhoud instaat;

- 5.234,25 EURO, indien er één persoon ten laste is;

- 6.355,90 EURO, indien er twee personen ten laste zijn;

- 7.477,55 EURO, indien er drie personen ten laste zijn;

- 8.599,20 EURO, indien er vier personen ten laste zijn, waarbij dit bedrag met een som van 1.121,65 EURO verhoogd wordt voor elke bijkomende persoon ten laste, vanaf en boven de vijfde.

§ 3. Wanneer het geheel van de inkomsten lager is dan de volgende bedragen :

- het belastbaar minimumbedrag bepaald bij de personenbelasting, indien de kandidaat alleen voor zijn/haar onderhoud instaat;

- het belastbaar minimumbedrag vermeerderd met een som van 2.437 EURO indien er één persoon ten laste is;

- het belastbaar minimumbedrag vermeerderd met een som van 4.535 EURO indien er twee personen ten laste zijn;

- het belastbaar minimumbedrag vermeerderd met een som van 6.633 EURO indien er drie personen ten laste zijn;

- dit laatste bedrag vermeerderd met een som van 2.096 EURO voor elke bijkomende persoon ten laste, boven de derde persoon,

Er wordt een bijzondere toelage toegekend ter vervanging van de toelage bedoeld in § 1, ten belope van :

- 568 EURO, voor de externe studenten van het secundair onderwijs en de studenten die de voorbereidingsjaren van het hoger onderwijs volgen, ongeacht het gevolgde studiejaar;

- 1.516 EURO, voor de interne studenten van het secundair onderwijs en de leerlingen die de voorbereidingsjaren van het hoger onderwijs volgen, ongeacht het gevolgde studiejaar;

- 1.893 EURO, voor de externe studenten van het aanvullend secundair beroepsonderwijs, voor wie een kinderbijslag of wezenuitkering uitbetaald wordt;

- 2.270 EURO, voor de externe studenten van het aanvullend secundair beroepsonderwijs, voor wie geen kinderbijslag of wezenuitkering uitbetaald wordt;

- 3.405 EURO, voor de interne studenten of studenten die huurders zijn van een studentenverblijf, zoals bedoeld in artikel 3, § 2, van het aanvullend secundair beroepsonderwijs, voor wie een kinderbijslag of wezenuitkering uitbetaald wordt;

- 3.782 EURO, voor de interne studenten of studenten die huurders zijn van een studentenverblijf, zoals bedoeld in artikel 3, § 2, van het aanvullend secundair beroepsonderwijs, voor wie geen kinderbijslag of wezenuitkering uitbetaald wordt;

- 2.821 EUROS, voor de externe studenten van het hoger onderwijs voor wie een kinderbijslag of wezenuitkering uitbetaald wordt;

- 3.165 EURO, voor de externe studenten van het hoger onderwijs voor wie geen kinderbijslag of wezenuitkering uitbetaald wordt;

- 4.540 EURO, voor de interne studenten of de studenten die huurders zijn van een studentenverblijf, zoals bedoeld in artikel 3, § 2, van het hoger onderwijs voor wie een kinderbijslag of wezenuitkering uitbetaald wordt;

- 4.917 EURO, voor de interne studenten of de studenten die huurders zijn van een studentenverblijf, zoals bedoeld in artikel 3, § 2, van het hoger onderwijs voor wie een kinderbijslag of wezenuitkering uitbetaald wordt.

§ 4. Wanneer het geheel van de inkomsten lager is dan de helft van de bedragen bedoeld in § 3, wordt geen enkele toelage toegekend.

Art. 5. § 1. In afwijking van artikel 1, heeft de kandidaat geen recht op een studietoelage wanneer de kandidaat of de persoon(en) die voor zijn/haar onderhoud instaat(instaan) of ten laste van wie hij/zij valt, eigenaar (en) is/zijn van andere onroerende goederen gevestigd in België of in het buitenland, dan :

1° een woonhuis dat persoonlijk bezet wordt door de kandidaat, of door de persoon of de personen die instaat(instaan) voor zijn/haar onderhoud of van wie hij/zij ten laste valt of een woonhuis dat niet persoonlijk bezet wordt om professionele of sociale redenen;

2° onroerende goederen die aangewend worden om beroepsdoeleinden (bebouwde onroerende goederen, onbebouwde onroerende goederen, gebouwen, materiaal en gereedschap, terreinen met inbegrip van de landbouwterreinen die door de eigenaar voor professionele aanwending bestemd worden) door de kandidaat, of de persoon of de personen die instaat(instaan) voor zijn/haar onderhoud of van wie hij/zij ten laste valt;

3° gebouwen die al dan niet verhuurd zijn aan natuurlijke personen die ze niet gebruiken voor de uitoefening van hun beroep, ofwel aan andere rechtspersonen dan vennootschappen om de gebouwen ter beschikking te stellen van natuurlijke personen voor een woning;

4° (al dan niet bebouwde) onroerende goederen verhuurd overeenkomstig de wetgeving op pachten;

5° terreinen die verhuurd zijn buiten de wetgeving op pachten;

6° bebouwde onroerende goederen die verhuurd worden aan een natuurlijke persoon of aan een vennootschap of een vereniging die ze aanwenden om beroepsdoeleinden.

§ 2. In afwijking van artikel 1 heeft de kandidaat geen recht op een studietoelage wanneer de kandidaat of de persoon (personen) die instaat (instaan) voor zijn/haar onderhoud of ten laste van wie hij/zij valt, eigenaar (eigenaren) is/zijn van onroerende goederen bedoeld in § 1, 3° en 6°, waarvan, gecumuleerd, de kadastrale inkomst en het bruto huurgeld hoger liggen dan 940,90 EURO.

Art. 6. Aan de externe studenten van het hoger onderwijs die op meer dan 20 kilometer van de onderwijsinrichting wonen, wordt een bijkomende studietoelage toegekend die forfaitair op 120 EURO vastgesteld wordt. Dit bedrag wordt vermeerderd met 50 EURO voor de student die bewijst dat hij over een abonnement van de nationale maatschappij van de Belgische spoorwegen (NMBS) beschikt voor de trajecten naar het station dat de onderwijsinrichting verbindt waarin hij ingeschreven is.

Art. 7. Voor de berekening van de studietoelagen voor het hoger onderwijs wordt het aantal personen ten laste vermeerderd met zoveel eenheden als het studenten omvat die regelmatig ingeschreven zijn in het hoger onderwijs met volledig leerplan, voor het betrokken academiejaar, met uitzondering van de kandidaat.

Art. 8. Behalve voor de gevallen die onder de toepassing van artikel 9 vallen, zijn de inkomsten bedoeld in artikel 1 die van het voorlaatste kalenderjaar dat aan het in aanmerking genomen school- of academiejaar voorafgaat.

Indien dit inkomen niet bekend is na het verstrijken van de termijn die vastgesteld wordt voor de indiening van de aanvragen, wordt rekening gehouden met dit van het jaar voor het voorlaatste jaar dat aan het in aanmerking genomen school- of academiejaar voorafgaat.

Art. 9. § 1. Indien de kandidaat verklaart alleen in zijn/haar onderhoud te voorzien, kan het geheel van de inkomsten beperkt worden tot zijn/haar eigen inkomen, indien hij/zij over een bedrijfsinkomst en/of vervangingsinkomsten beschikt heeft of beschikt tijdens het kalenderjaar voorafgaand aan het jaar van de aanvraag alsook tijdens het kalenderjaar van de aanvraag.

Het gemiddelde van de aldus ontvangen inkomsten mag niet lager zijn dan het gemiddelde van de belastbare minima, bepaald bij de personenbelasting, met betrekking tot de twee referentiejaren.

Het bedrag van de studietoelage van de kandidaat die alleen voor zijn/haar onderhoud instaat, wordt bepaald volgens de berekeningswijze bedoeld in artikel 4, § 1.

§ 2. De echtgenoot/echtgenote of de wettelijke of feitelijke samenwonend(e) kan beschouwd worden als de persoon die voor het onderhoud van de kandidaat instaat voor zover het huwelijk of de wettelijke samenwoning vóór 1 november van het in aanmerking genomen school- of academiejaar werd aangegeven.

Het geheel van het referentie-inkomen kan tot zijn/haar eigen beperkt worden indien hij/zij over een bedrijfsinkomen en/of een vervangingsinkomen beschikt heeft of beschikt tijdens het kalenderjaar voorafgaand aan het jaar van de aanvraag, alsook tijdens het kalenderjaar van de aanvraag.

Het gemiddelde van de aldus ontvangen inkomsten mag niet lager zijn dan het gemiddelde van de belastbare minima, bepaald bij de personenbelasting, met betrekking tot de twee referentiejaren.

§ 3. Onder beroepsinkomsten en/of vervangingsinkomsten moet verstaan worden het bedrag van de beroepsinkomsten, na aftrek van de beroepsuitgaven of -lasten, de beroepsverliezen, de uitgaven en aftrekken bedoeld in het wetboek van de inkomstenbelastingen.

Art. 10. In afwijking van de bepalingen van artikel 8 van dit besluit kan, in het belang van de kandidaat, rekening gehouden worden met de volgende elementen :

1° wanneer de samenstelling van het gezin die op 1 juli in aanmerking werd genomen, op deze datum gewijzigd werd tussen deze datum en de aanvraag om studietoelagen;

2° wanneer het inkomen verminderd wordt als gevolg van een scheiding van tafel en bed of van een echtscheiding – op voorwaarde dat deze echtscheiding niet voorafgegaan werd door een fiscale scheiding – van de persoon (personen) die met het onderhoud van de kandidaat is (zijn) belast of erin voorziet (voorzien), en deze toestanden bijgevolg officieel bekend gemaakt worden in een juridische akte en ze ten laatste op 1 maart van het in aanmerking genomen school- of academiejaar plaatsgevonden hebben;

3° wanneer het inkomen verminderd wordt als gevolg van een feitelijke scheiding met aparte verblijfplaatsen of een onderbreking van wettelijke samenwoning van de persoon (personen) die met het onderhoud van de kandidaat is (zijn) belast of erin voorziet (voorzien), deze toestanden bijgevolg ten laatste op 1 maart van het in aanmerking genomen school- of academiejaar plaatsgevonden hebben;

4° wanneer het inkomen verminderd wordt als gevolg van het overlijden van de persoon (personen) die met het onderhoud van de kandidaat belast is (zijn) of erin voorziet (voorzien), deze toestand ten laatste op 1 maart van het in aanmerking genomen school- of academiejaar plaatsgevonden heeft;

5° wanneer het inkomen verminderd wordt als gevolg van de oppensioenstelling of de brugpensioenstelling van de persoon (personen) die met het onderhoud van de kandidaat belast is (zijn) of erin voorziet (voorzien), deze toestand bijgevolg tijdens het kalenderjaar plaatsgevonden heeft voorafgaand aan dat waarin het in aanmerking genomen school- of academiejaar begint of later, maar ten laatste op 1 maart van het gevolgde studiejaar;

6° wanneer het inkomen verminderd wordt als gevolg van het verlies van de hoofdbetrekking uitgeoefend tijdens ten minste één kalenderjaar op 1 januari voorafgaand aan het in aanmerking genomen school- of academiejaar zonder dat geen enkele uitkering toegekend werd of ingevolge het ophouden van elke winstgevende activiteit met inbegrip van het faillissement, deze toestand bijgevolg tijdens het kalenderjaar plaatsgevonden heeft voorafgaand aan dat waarin het in aanmerking genomen school- of academiejaar begint en later, maar ten laatste op 1 maart van het gevolgde studiejaar;

7° wanneer het inkomen verminderd wordt ingevolge een periode van werkloosheid of van ziekte tijdens welke een werkloosheidsuitkering of een door de ziekteverzekering verleende uitkering werd toegekend of wanneer het inkomen verminderd wordt voor de ambtenaren van de overheidsdiensten ingevolge een terbeschikkingstelling ofwel wegens ziekte ofwel wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan de pensionering, dient het inkomen van het kalenderjaar van de aanvraag als referentie voor de definitieve vaststelling van de toelage.

Bij elke toestandwijziging informeert de kandidaat de administratie hierover en is ertoe gehouden de nodige bewijsstukken te leveren.

In geval van ziekte of werkloosheid kan echter met die bepaling alleen rekening gehouden worden op volgende voorwaarden :

1° wanneer twee personen voor het onderhoud van de kandidaat instaan en beiden een bedrijfsinkomen genieten, dan moet elk van hen een periode van 30 opeenvolgende dagen ziekte of werkloosheid doorgemaakt hebben;

2° wanneer één van de twee personen die voor het onderhoud van de kandidaat instaat een bedrijfsinkomen geniet, dan moet de periode ziekte of werkloosheid 40 opeenvolgende dagen of 90 dagen duren;

3° wanneer één persoon voor het onderhoud van de kandidaat instaat dan moet de periode werkloosheid of ziekte 40 opeenvolgende dagen of 90 dagen duren.

Met de toestand opgenomen onder de punten 1°, 2° en 3° van het derde lid kan slechts rekening gehouden worden op voorwaarde dat die zich heeft voorgedaan gedurende het kalenderjaar voorafgaand aan het jaar tijdens welk het school- of academiejaar dat in aanmerking genomen wordt, begint of later, maar uiterlijk op 1 maart van het gevolgde studiejaar.

Art. 11. § 1. Het bedrag van de inkomsten wordt vastgesteld door middel van staten opgemaakt door de Administratie der directe belastingen of door elke instelling die bevoegd is ertoe gemachtigd is om zulke inkomsten te betalen.

§ 2. De toelage verleend overeenkomstig artikel 10 wordt toegekend in de vorm van een forfaitair bedrag ten belope van :

- 124 EURO, voor de externe studenten van het secundair onderwijs;
- 297 EURO, voor de interne studenten van het secundair onderwijs;
- 496 EURO, voor de externe studenten van het aanvullend secundair beroepsonderwijs;
- 868 EURO, voor de interne studenten van het aanvullend secundair beroepsonderwijs;
- 694 EURO, voor de externe studenten van het hoger onderwijs;
- 1.239 EURO, voor de interne studenten van het hoger onderwijs.

Wanneer het inkomen uit leeflonen bestaat, tegen het tarief van alleenstaande of gezinshoofd of sociale hulp gelijk aan het leefloon toegekend door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn uiterlijk op 15 oktober van het in aanmerking genomen school- of academiejaar, wordt een forfaitair bedrag toegekend ten belope van :

- 200 EURO, voor de externe studenten van het secundair onderwijs;
- 500 EURO, voor de interne studenten van het secundair onderwijs;
- 1.000 EURO, voor de externe studenten van het aanvullend secundair beroepsonderwijs en het hoger onderwijs;
- 2.000 EURO, voor de interne studenten van het aanvullend secundair onderwijs en het hoger onderwijs.

§ 3. Behalve in geval van overlijden, echtscheiding of scheiding, wordt geen forfaitaire toelage, zoals bedoeld in dit artikel, toegekend wanneer de inkomsten van het gezin voor het kalenderjaar bedoeld in artikel 8 van dit besluit hoger liggen dan 150 p.c. van het in het artikel 2 bepaalde toelaatbare maximum.

Art. 12. Wanneer het bedrag van een toelage dat berekend wordt op basis van dit besluit, uit een breuk van eenheid bestaat, wordt het naar boven op de eenheid euro afgerond indien het gelijk is aan of hoger is dan vijf tienden en naar beneden op de eenheid van euro in de andere gevallen.

Art. 13. De forfaitaire toelagen en bedragen die toegekend worden op basis van dit besluit, worden uitbetaald op de bankrekening van de wettelijke vertegenwoordiger voor de begunstigden die de meerderheid op 31 oktober van het in aanmerking genomen school- of academiejaar niet bereikt hebben.

Art. 14. De bedragen bedoeld in dit besluit worden jaarlijks geïndexeerd, vanaf 2017, in functie van het gezondheidsindexcijfer van de maand mei van het betrokken jaar op basis van het gezondheidsindexcijfer van de maand mei 2016.

Art. 15. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 april 1993 houdende vaststelling van de minvermogenheid van de kandidaten voor een studietoelage en van de criteria voor de bepaling van de bedragen van de studietoelagen en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 2008 houdende diverse maatregelen inzake studietoelagen, worden opgeheven.

Art. 16. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2016.

Art. 17. De Minister bevoegd voor de studietoelagen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 september 2016.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT